République Démocratique du Congo: l'Uganda doit protéger les civils en Ituri

(New York, le 8 avril 2003) – Les forces ougandaises et leurs alliés doivent empêcher le massacre de civils dans l'Ituri au Nord Est du Congo, a déclaré aujourd'hui Human Rights Watch dans une lettre ouverte au Président Ougandais Mr. Museveni, après avoir reçu des informations concernant un nouveau massacre de civils ayant eu lieu pendant le week-end.

Le massacre de civils à Drodro et Blukwa en Ituri, Nord Est de la République Démocratique du Congo le 3 avril est le dernier d'une brusque montée de massacres et d'autres graves abus des droits de l'homme qui ont eu lieu dans la région. Les rapports provenant du terrain suggèrent que ce sont les milices Lendu, qui auraient reçu le soutien des soldats ougandais, qui auraient attaqué le reste des forces Hema de l'Union des Patriotes Congolais (UPC), récemment évincées. L'opération a dégénéré en folie meurtrière visant principalement les Hema, et des centaines de morts ont été recensés.

« Le massacre s'inscrit dans la tendance atroce que nous avons pu observer ces derniers mois, où les opérations militaires se transforment souvent en massacres de civils, » a déclaré Alison Des Forges, consultante senior pour la division Afrique de Human Rights Watch. «Les forces ougandaises ont pour responsabilité d'empêcher de tels massacres perpétrés par leurs propres troupes et leurs alliés. »

Les investigations menées récemment par Human Rights Watch ont montré qu'au moins 4,000 personnes avaient été tuées dans des massacres ethniques au cours des huit derniers mois au sein des deux factions ethniques. Le soutien volatile par l'Ouganda d'une variété de milices ethniques en Ituri a enflammé la situation.

Human Rights Watch a incité le gouvernement ougandais à :

- Donner de claires indications aux commandants ougandais et à ceux de leurs alliés en Ituri, et spécialement aux milices Lendu et aux autres membres du Front pour la Paix et l'Intégration en Ituri, de respecter complètement les dispositions du droit humanitaire international.
- Lancer une investigation sur chaque violation du droit humanitaire international qui aurait pu être commise par des troupes ougandaises ou par celles de leurs alliés en Ituri depuis 1999, y compris le récent massacre à Drodo et les attaques à Bumia les 6 mars 2003 et 9 août 2002, et de les tenir pour responsable.
- Permettre un libre accès aux investigateurs indépendants des droits de l'homme cherchant des allégations d'abus de droits de l'homme et de violations du droit humanitaire international.

« La population d'Ituri a assez souffert et doit être épargnée des terribles conséquences de futures actions militaires et massacres dont ils payent souvent le prix fort, » a affirmé Alison Des Forges.